



**Déclaration liminaire de la FSU
au CTSD du lundi 28 janvier 2019
STOP MEPRIS**

Messieurs Macron, Philippe, Blanquer et le reste du gouvernement ont décidément du mal à entendre les cris d'avertissement des personnels de l'Éducation nationale. Pire encore, ils essaient de nous faire croire que notre situation s'améliore quand la réalité de toutes les politiques menées est une dégradation de nos conditions de travail, de nos traitements et de nos futures pensions.

Nous ne sommes ni aveugles, ni sourds, ni idiots. Quel mépris de croire le contraire ! Nous discernons bien l'application, avec le plus grand cynisme, d'un programme libéral au seul profit des plus privilégiés et au détriment de l'idéal républicain d'une École pour tous.

Alors que les collègues et SEGPA de l'Isère vont accueillir près de 320 élèves supplémentaires, le département perd 22 postes en équivalent temps plein (ETP). Même en prenant en compte la hausse démesurée des heures supplémentaires (+ 29 ETP), l'indicateur H/E est en encore en baisse. Les chiffres sont têtus : malgré les discours ministériels lénifiants, les conditions de travail des personnels et les conditions d'étude des élèves sont détériorées.

Pour les personnels, la situation est catastrophique. Le malaise de la profession n'est pas un simple marronnier sur lequel s'apitoyer à chaque rentrée, c'est une réalité qui s'enracine plus profondément à chaque réforme bâclée, à chaque fausse concertation, à chaque vexation supplémentaire.

Cette réalité est la suivante :

- * les effectifs par division et par groupe (quand ils existent encore) en hausse continue ;
- * de plus en plus de classes et d'élèves à suivre et à gérer en raison de la fonte des horaires d'enseignement, de la multiplication des dispositifs pédagogiques et de la mutualisation des moyens d'enseignement (regroupements pour optimiser des moyens insuffisants) ;
- * la gestion de classe fortement complexifiée avec une hétérogénéité croissante et l'inclusion d'élèves les plus divers (ULIS, SEGPA, ENA, ITEP...) sans les moyens nécessaires, sans temps de réunion et concertation reconnues et sans formation ;
- * les tâches administratives chronophages : socle commun, ENT, missions du professeur principal, communication dématérialisée par mails... ;
- * la multiplication des réunions et des concertations sur le temps des pauses méridiennes et en soirées ;
- * la dépossession de notre métier avec des injonctions pédagogiques incessantes, parfois contradictoires, rarement étayées par des résultats de la recherche (compétences, programmes, repères des programmes, numérique...);
- * un temps de travail hebdomadaire trop important (en moyenne 43h par semaine pour les certifiés) et en hausse continue avec par exemple des dispositifs tels «devoirs faits» dont la mise en œuvre se fait hors du temps réglementaire des services et en HSE ;
- * des salaires de plus en plus dépréciés au vu de nos qualifications et de notre engagement (perte de 2 mois de salaire en pouvoir d'achat depuis 2000 et annonce du maintien du gel du point d'indice).

Alors, quand la seule réponse de M. Blanquer est d'imposer une deuxième heure supplémentaire obligatoire pour mettre des enseignants en face des élèves pendant qu'il supprime des postes sans aucun égard pour notre charge de travail, il avoue bien son profond mépris pour toute la profession et, au-delà, pour tous les élèves. Cette nouvelle provocation est inacceptable.

Aujourd'hui, en Isère, ce sont des équipes pédagogiques et éducatives qui vont être mises à mal avec davantage d'élèves à suivre avec moins de moyens, avec des heures supplémentaires impossibles à assurer sans que cela ne soit au détriment de la qualité du service apporté aux usagers, avec des

équipes déstabilisées par l'explosion du nombre de compléments de service pour les enseignants en raison du nombre trop important d'HSA pour assurer des missions de service public.

Localement, le manque d'égard et l'épidémie de surdité se sont cristallisés autour des conditions de travail des AVS/AESH de l'académie de Grenoble et du département de l'Isère. Depuis le changement brutal de leurs conditions de travail à la dernière rentrée scolaire avec trois heures de plus imposées et pas payées en plus, en passant par les annonces rectorales qui semblaient commencer à prendre en compte la réalité de leurs missions, pour aboutir, in fine, aux renoncements que l'on connaît, les AVS/AESH ont maintenant bien compris la déconsidération dans laquelle ils·elles étaient tenu·e·s.

L'École de la République, ses élèves et ses personnels ne sont pas en dehors de la société ; bien au contraire, ils en subissent tous les soubresauts. Une colère légitime gronde dans le pays autour des questions de pouvoir d'achat et de répartition des richesses, incarnée par le mouvement des gilets jaunes, suivi par celui des stylos rouges dans l'Éducation. Le gouvernement, encore une fois, affiche un mépris destructeur envers les Français : d'une main il fait semblant d'ouvrir un grand débat aux conclusions déjà ficelées quand, de l'autre main, il déploie un arsenal sécuritaire liberticide : répression violente, loi sécuritaire et même une basse tentative d'intimidation des fonctionnaires en introduisant un devoir de réserve inédit dans l'article 1 de la loi « école de la confiance ».

C'est pourquoi la FSU a lancé la campagne #STOP MÉPRIS et après les journées des 17 et 24 janvier appelle les personnels à se mobiliser le 5 février dans le cadre interprofessionnel et le 6 février pour les AESH.